

Informations du Guatemala

3^e année, n°149

Du 14 au 20 novembre 1985

POLITIQUE

On achève les préparatifs pour le deuxième tour
Majorité de Démocrates-Chrétiens au Congrès
Le pouvoir, aux mains du haut commandement
Des militaires latino-américains se réuniront au Guatemala
Guatemala, siège de la réunion avec la CEE

ECONOMIE

Vente des réserves en or

CONTRE-INSURRECTION

Intensification des activités militaires

INSURRECTION

Attaque d'une compagnie de l'armée
Affrontement à Sololà
Prise d'un campement d'exploitation de bois et d'un tronçon routier

SITUATION SOCIALE

La fin de la répression est souhaitée
La malnutrition est inquiétante
Mejía Victores : Il n'a rien vu

DROITS DE L'HOMME

Les militaires s'en prennent à un évêque
L'Assemblée Constituante proteste
Escalade dans la violence
La pratique de la disparition se maintient
Un prisonnier assassiné sur la voie publique
Télégramme ouvert s'adressant au gouvernement
Préoccupation internationale envers les disparus
Violations des Droits de l'homme condamnées

POLITIQUE

ON ACHEVE LES PREPARATIFS POUR LE DEUXIEME TOUR

Le 14 novembre, le Tribunal Suprême Electoral mettait un terme aux préparatifs du deuxième tour électoral, prévu en date du 8 décembre.

La présentation des bulletins avait été approuvée par les procureurs généraux de la Démocratie-Chrétienne et de l'Union du Centre National, partis qui prendront part aux élections, après avoir obtenu au cours du premier tour, respectivement, la première et la deuxième place.

MAJORITE DE DEMOCRATES-CHRETIENS AU CONGRES

Le parti Démocrate-Chrétien a obtenu 51 sièges au Congrès de la République qui entrera en fonction le 14 janvier prochain et qui sera formé de 100 députés.

La répartition des sièges restants s'effectuera de la façon suivante : 22 pour l'Union de Centre National ; 12 pour la coalition Mouvement de Libération Nationale et Parti Institutionnel Démocratique ; 11 pour la coalition Parti Démocratique de Coopération Nationale et Parti Révolutionnaire ; 2 pour le Parti Socialiste Démocratique ; 1 pour la Centrale Authentique Nationaliste et, 1 pour le Parti National Rénovateur.

LE POUVOIR, AUX MAINS DU HAUT COMMANDEMENT

Le 18 novembre, le journal américain The Washington Post faisait état du fait que le gouvernement élu au Guatemala détiendrait à grande peine le pouvoir réel car, ceux qui disposent des rênes du pouvoir et qui vraisemblablement ne voudront pas s'en défaire, ne sont autre que les généraux et colonels qui constituent l'Etat Major des Forces Armées.

Selon le Post, "le problème auquel doivent faire face les présidents élus en Amérique Centrale est d'augmenter tant que faire se peut l'autorité civile sans transgresser les limites fixées par les militaires eu égard à ce qu'ils considèrent comme leur propre sécurité. L'objectif poursuivi par les diplomates américains de cette région est de s'assurer que les événements vont dans le sens des intérêts des Etats-Unis".

DES MILITAIRES LATINO-AMERICAINS SE REUNIRONT AU GUATEMALA

Le 17 novembre, des porte-paroles militaires guatémaltèques faisaient savoir que le Guatemala avait été désigné à l'unanimité comme siège de la XVIIIème Conférence des Armées Américaines, qui se tiendra en 1986.

La décision a été prise au cours d'une réunion continentale des armées qui s'est tenue à Santiago de Chile et qui s'est achevée le 14 novembre.

La Conférence des Armées Américaines est l'organe de délibération de la Junte Inter-Américaine de Défense, présidée par le Général américain Robert L. Sweitzer.

GUATEMALA, SIEGE DE LA REUNION AVEC LA CEE

Des sources émanant du Ministère des Relations Extérieures signalaient, le 17 novembre, que la réunion entre la Communauté Economique Européenne -CEE- et le Groupe de Contadora et les pays d'Amérique Centrale, prévue en septembre 1986, se tiendra au Guatemala.

ECONOMIE

VENTE DES RESERVES EN OR

Le 13 novembre, des fonctionnaires de la Banque de Guatemala déclaraient que le régime militaire guatémaltèque a prévu de vendre les dernières 400 000 onces d'or de sa réserve internationale, estimée à 130 millions de dollars.

La vente qui se produira avant le 14 janvier a pour but d'éviter la débâcle financière et pour obtenir des fonds permettant de s'acquitter de la facture pétrolière.

Il y a quelques mois, les militaires ont vendu un quart des réserves en or du pays.

CONTRE-INSURRECTION

INTENSIFICATION DES ACTIVITES MILITAIRES

Le 14 novembre, le Général Rodolfo Lobos Zamora, Sous-Chef de l'Etat et Chef de l'Etat Major de l'Armée, soulignait que l'armée allait intensifier les actions de contrôle et de surveillance au cours du mois de décembre. Il a, en outre, reconnu que l'insurrection avait, pour sa part, multiplié ses opérations dans le pays et il a admis que l'armée avait déploré "plusieurs pertes" ces derniers jours.

Le Chef militaire a précisé que les Patrouilles d'Auto-Défense Civile -PAC- ne pourraient pas être démantelées par le prochain gouvernement et il a rappelé la nécessité de maintenir de telles patrouilles.

INSURRECTION

ATTAQUE D'UNE COMPAGNIE DE L'ARMEE

Selon un rapport insurrectionnel rendu public le 16 novembre, les Forces Armées Rebelles -FAR- avaient occasionné un nombre indéterminé de pertes à une compagnie de l'armée, au cours d'un combat qui s'est produit le 14 novembre dans le département septentrional de El Petén.

Les FAR affirment que ses unités ont attaqué, au fusil, quelques 125 soldats qui se trouvaient aux environs de la lagune La Gloria, dans la municipalité de La Libertad.

AFFRONTEMENT A SOLOLA

L'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- a signalé, dans un communiqué de presse diffusé le 16 novembre, que deux jours auparavant ses forces s'étaient opposées aux effectifs gouvernementaux dans un affrontement qui s'est tenu non loin de la plantation de café Olas de Mocà, à Santiago Atitlán, département de Sololà et, qui s'est soldé par la mort de deux soldats.

PRISE D'UN CAMPMENT D'EXPLOITATION DE BOIS ET D'UN TRONCON ROUTIER

Le 18 novembre, l'organisation insurrectionnelle, FAR, faisait savoir que ses effectifs avaient occupé durant 13 heures un tronçon de la route Transversale du Nord et un campement d'exploitation de bois situé entre les bourgades Subin et Bethel, dans le département de El Petén, respectivement les 12 et 13 novembre.

Un communiqué rebelle stipule que les deux actions des guérilleros ont été suivies de réunions politiques organisées avec les habitants qu'ils ont invité à se joindre à l'insurrection.

SITUATION SOCIALE

LA FIN DE LA REPRESSION EST SOUHAITEE

Le 13 novembre, la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG-, en se référant à l'avènement d'un régime civil dans le pays, déclarait que les guatémaltèques souhaitaient la fin des menaces, des persécutions, des enlèvements, des tortures et des assassinats.

L'organisation ouvrière a ajouté qu'il était nécessaire que les Droits de l'Homme soient respectés et que les conditions de vie de la population s'améliorent.

LA MALNUTRITION EST INQUIETANTE

Le 14 novembre, le prêtre italien Tiziano Sofia, qui a parcouru plusieurs bourgades où vivent quelques 70 000 paysans indigènes, indiquait que plus de 25 000 enfants de moins de 6 ans, provenant de 96 hameaux de campagne de la région de Cantabal, située dans le département de El Quiché, au nord-ouest, courraient le risque de mourir de sous-alimentation et par manque de soins médicaux.

Le prêtre, de l'ordre Salésien, a lancé un appel à la solidarité et a signalé que les paysans guatémaltèques ont une alimentation "fortement restreinte" et qu'ils souffraient énormément. Cette situation a-t-il souligné "est pire qu'un tremblement de terre parce que plus longue et plus pénible...".

MEJIA VICTORES : IL N'A RIEN VU

Le 15 novembre, le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores affirmait qu'il

n'avait jamais vu quelqu'un mourir de faim dans cette région, démentant de la sorte les allégations du prêtre Tiziano Sofla relatives aux graves épidémies qui sévissent dans la région de El Quiché et de la disette qui y existe.

Mejia Victores a ajouté que le fait d'être prêtre ne signifiait pas pour autant que ses déclarations soient correctes. Mejia a omis de commenter le fait que Sofla ait projeté des diapositives devant des représentants de la presse pour illustrer son propos.

DROITS DE L'HOMME

LES MILITAIRES S'EN PRENNENT A UN EVEQUE

Le 17 novembre, Monseigneur Ramiro Pellecer, Evêque de Escuintla, alors qu'il parlait des actions "répressives" effectuées par l'armée, a dénoncé le fait que "nous sommes entre les mains des maîtres de la vie au Guatemala".

Monseigneur Pellecer a précisé qu'il avait été l'objet de menaces et de vexations au cours d'un contrôle que les soldats ont établi sur une des routes de la région et il en a conclu que si ces abus étaient commis contre un haut représentant de l'Eglise "il n'y a pas de limites à ce que l'on peut commettre contre un peuple désarmé".

L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE PROTESTE

Le 18 novembre, le Président en place à l'Assemblée Nationale Constituyente, Ramiro de León Carpio, signalait que "l'incident dont l'Evêque de Escuintla, Ramiro Pellecer a été la victime est un abus commis par les autorités" et, il a ajouté que "le problème résidait dans le fait que les guatémaltèques étaient l'objet de ce type de violations commises par les autorités en uniforme ou sans uniforme".

Le député a précisé que "les soldats ne respectaient pas la population, dans quelque partie du territoire que ce soit, et cette dernière les craint au lieu de se sentir en sécurité".

Le porte-parole de l'armée, le Colonel Marco Antonio Castellanos Pacheco a fait savoir, à ce sujet, que l'institution armée déplorait l'incident et priait l'Evêque de faire preuve de compréhension.

ESCALADE DANS LA VIOLENCE

Les milieux de presse indiquent qu'une augmentation substantielle de la violence officielle et du climat de terreur a pu être constatée le 16 novembre. Ces mêmes milieux ont fait état de 10 cas de violence.

Dans le département méridional de Escuintla, trois cadavres masculins, entre 25 et 35 ans, ont été trouvés, flottant sur la rivière Guacalete. Les trois hommes avaient manifestement été torturés. Deux autres cadavres ont été découverts au port de San José, dans le même département, alors qu'un autre cadavre, torturé, était trouvé dans une rue de la capitale.

Dans la ville de Chimaltenango, madame Sofia Martínez Cutuc est morte et son fils a été blessé après avoir été agressés et pris comme cibles par des inconnus qui ont ouvert un feu nourri à bord d'un véhicule du type de ceux utilisés par les forces de sécurité.

De même, on a rapporté au moins trois autres cas d'enlèvements dans différents endroits du pays, commis dans les domiciles ou les lieux de travail des victimes et en présence de proches et de témoins.

LA PRATIQUE DE LA DISPARITION SE MAINTIENT

Le 14 novembre, Faustina Márquez, mère de deux disparus, a signalé l'enlèvement de ses fils, Eliseo et Jesús Márquez, paysans tous deux, le 9 octobre, par des effectifs de l'armée, dans la bourgade Chiclús Pacané, dans le département de Baja Verapaz. La mère des victimes, a précisé qu'elle avait été détenue, illégalement, durant 21 jours dans un bloc sanitaire du détachement militaire de Rabinal, dans la même région. Le motif de son arrestation ? Avoir entrepris des démarches pour la mise en liberté de ses fils.

On apprenait également, le 14 novembre, que monsieur Rigoberto Alvarez Ortiz et son fils Victor Manuel, âgé de 11 ans, avaient été enlevés par des hommes identifiés comme appartenant aux forces de sécurité gouvernementale. Ces derniers ont fait irruption au domicile des victimes qui se situe dans la zone 3 de la capitale.

UN PRISONNIER ASSASSINE SUR LA VOIE PUBLIQUE

Le détenu Hugo César Sánchez Torres a été assassiné, le 13 novembre, dans la capitale, alors qu'on le conduisait, entouré de policiers, aux tribunaux de justice.

Sánchez Torres a été abattu sur la voie publique et en présence des policiers qui l'accompagnaient. Selon les témoins ces derniers sont restés impassibles au cours de l'assassinat. Selon cette information, la victime avait participé, les 8 et 9 novembre aux mutineries de protestation du pénitencier Granja Penal de Pavón qui avaient été menées par les détenus dans le but d'obtenir la suspension des brutalités, des tortures et une destitution des autorités pénitentiaires.

TELEGRAMME OUVERT S'ADRESSANT AU GOUVERNEMENT

Rosa Elvira Elias Alburez de la Roca, mère de Luis Fernando de La Roca, étudiant universitaire enlevé par les forces de sécurité gouvernementale, en septembre dernier, a publié, le 19 novembre, un telegramme ouvert dans les milieux de presse du pays et qui s'adresse au Chef de l'Etat, le Général Mejía Victores, rédigé de la sorte :

"Au nom du régime des Droits de l'Homme qui sont selon vous respectés au Guatemala, j'exige la mise en liberté de mon fils Fernando de la Roca Elias, qui depuis le 9 septembre dernier est entre les mains des forces de sécurité de votre gouvernement. Les faits qui sont décrits ci-après, réfutent et contredisent de nombreuses déclarations que vous avez maintes fois prononcées et prouvent que les violations des Droits de l'Homme perdurent :

1. Le jeudi 12 septembre, trois jours après l'enlèvement de mon fils, des agents de vos forces de sécurité se sont introduits dans les immeubles qui forment les "Résidences Exclusives El Mariscal", de la 14ème avenue 17-12, zone 11 de cette ville et, sans pour autant disposer d'un mandat émis par une autorité compétente, se sont mis à perquisitionner et fouiller mon domicile, appartement intérieur numéro 11. Ils y sont restés plus d'une heure.

2. Le même jour, le jeudi 12 vers midi, des agents de sécurité, en nombre imposant et, faisant preuve de toute la folie, cynisme et inhumanité qui les caractérisent, sont revenus dans le bloc d'immeubles et ont conduit, chez moi, une voiture à bord de laquelle se trouvait mon fils, Luis Fernando, attaché et perdant son sang du fait des tortures auxquelles il est soumis.

3. Après être resté chez moi, pendant un bon moment, en plein jour et devant les voisins, sans en éprouver la moindre appréhension, puisqu'ils jouissent d'une impunité totale, ils m'ont obligée, ainsi que ma petite fille âgée de 3 ans, à monter à bord d'une des automobiles qu'ils utilisent pour leur déplacement. Ils nous ont ensuite conduites dans un endroit isolé où j'ai été témoin des tortures qu'ils ont infligé à mon fils, Luis Fernando, dans la voiture où ils l'avaient amené. Ils me donnèrent encore la preuve de leur sadisme et manque de respect de la dignité de la personne humaine.

4. Dans la guérite, à l'entrée du bloc d'immeubles, où ils se sont présentés comme des membres des forces de sécurité, se trouvent notées, les plaques d'immatriculation correspondant aux deux véhicules qu'ils conduisaient : numéros 253217 et 275177, qui, comme tout le monde le sait, correspondent aux services confidentiels du gouvernement.

Monsieur le Chef d'Etat, Général Mejía Victores, je me tourne vers ce moyen de communication après que toutes mes démarches de recours et mes demandes visant à voir mon fils vivant soient restées lettres mortes auprès de la Cour Suprême de Justice..."

PREOCCUPATION INTERNATIONALE ENVERS LES DISPARUS

Le 18 novembre, 94 organisations européennes des Droits de l'Homme, religieuses, politiques et syndicales publiaient dans les milieux de presse du pays un communiqué où elles font part au gouvernement guatémaltèque de leur préoccupation face à la poursuite

de la pratique des "disparitions forcées" et où elles plaident en faveur de la suppression des prisons clandestines.

Le communiqué exprime leur solidarité avec le Groupe d'Appui Mutuel, composé de proches des personnes enlevées.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNEES

Le 16 novembre, le Vème Groupe de Travail Latino-Américain du Service Universitaire Mondiale -SUM-, qui s'est tenu au Mexique, mettait au point une résolution où il condamne les forces de sécurité guatémaltèques et le gouvernement de ce pays pour "les violations des Droits de l'Homme, systématiques, graves et répétées".

La résolution précise que la violence officielle touche particulièrement la population paysanne, indigène, la communauté universitaire et le mouvement syndical et ajoute que le climat de violence et d'intimidation a empêché que les forces politiques démocratiques participent au processus électoral qui s'est déroulé récemment.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX